

**4 novembre 2007, Québec**

**Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire**

Alors, bonjour, Mesdames et Messieurs. C'est avec plaisir que je vous retrouve à nouveau ce dimanche pour vous parler d'un sujet qui a été beaucoup dans l'actualité cette semaine, tout ce débat sur les accommodements raisonnables. Vous vous rappellerez qu'au début de la semaine, j'ai écrit une lettre qui a été publiée dans plusieurs quotidiens pour lancer un appel, un appel au respect, un appel à la raison dans ce débat qui est très important pour l'avenir du Québec.

Avant d'aller dans le vif du sujet, j'aimerais revenir sur une histoire que je vous ai racontée la semaine dernière. Vous vous rappellerez peut-être que je vous ai parlé d'une école que j'ai visitée récemment à Sherbrooke, une école primaire qui s'appelle les Quatre-Vents. La semaine dernière, j'ai parlé d'une rencontre que j'ai eue avec un professeur, une dame Lapointe qui m'a beaucoup impressionné. Je veux finir mon histoire parce que je suis allé à cette école primaire à Sherbrooke dans un quartier où il y a une forte représentation de communautés culturelles. En fait, on me dit que, dans l'école, il y a des enfants qui viennent de 25 pays différents, qu'il se parle plus d'une vingtaine de langues dans l'école comme telle et dans la cour d'école. C'est donc dire à quel point il y a là, à Sherbrooke même, dans mon comté, un reflet de la diversité de la société québécoise. Je suis allé, donc, à cette école pour annoncer la construction d'un nouveau gymnase à l'école primaire en question et même sur deux sites, deux rues différentes. Pour l'annonce comme telle, je voulais un peu animer le point de presse, qui s'est fait en présence des enfants, des parents, qui s'est fait également en présence de commissaires scolaires, du conseil d'établissement et de professeurs. Alors, je me suis adressé directement aux enfants assis devant moi qui venaient de partout sur la planète. Ils étaient probablement 200 et, pour essayer de faire comprendre le sens de l'annonce, je leur ai posé la question suivante, j'ai dit : Vous savez, on est ici aujourd'hui parce que votre école est différente. Est-ce qu'il y en a un parmi vous qui peuvent me dire pourquoi votre école est différente?

Imaginez-vous, les mains se sont levées partout dans la salle. Alors, j'ai demandé à un jeune garçon : Pourquoi votre école est différente? Il m'a répondu : Parce que, dans notre école, on recycle les piles. Ah bon, ce n'était pas la réponse attendue, mais je suis allé au deuxième enfant. J'ai demandé pourquoi leur école était différente. Ils ont dit : « Bien, parce que, dans notre école, on n'a pas de gymnase. » Ah bien, j'ai dit : Ça tombe bien, on va en parler dans quelques minutes. Troisième enfant. Il m'a répondu que c'est parce que, dans leur école, ils font du compostage. Ah bon, c'est une bonne chose. Je suis allé au quatrième enfant. Il m'a dit : « Mais, nous, notre école est sur deux sites. Cinquième enfant, sixième, septième jusqu'à... j'ai aperçu un commissaire d'école qui a dit à un des enfants : Dis-lui donc que c'est parce qu'il y a des enfants qui viennent de partout au monde dans notre école. C'est ce qu'il m'a dit.

L'expérience m'a beaucoup impressionné. Je me suis arrêté devant les médias, devant tout le monde. J'ai regardé les parents qui étaient dans la salle, qui entouraient les enfants et je leur ai dit ceci : Vous, au moment où j'ai posé la question, vous étiez comme moi, vous

attendiez une réponse. Les enfants ne m'ont pas donné la réponse que j'attendais. En fait, les enfants m'ont fait une leçon. Moi, de mes yeux d'adulte, ce que je voyais dans cette salle, les enfants ne le voyaient pas. Les différences que, moi, je voyais, ces jeunes enfants, pour eux, c'était normal. Et j'ai demandé aux parents qui étaient avec moi ce jour-là si, eux, avaient eu le même réflexe que moi, s'ils attendaient la même réponse. Ils ont hoché de la tête. Bien, Mesdames et Messieurs, cette journée-là, j'ai appris une très grande leçon de plusieurs jeunes enfants. Dans notre société, de nos yeux d'adultes, on voit beaucoup de différences là où il n'y en a peut-être pas autant qu'on le pense. Dans ce débat sur les accommodements raisonnables, cela nous place devant un choix : on a le choix, nous, dans notre société de mettre l'accent sur les différences ou de mettre l'accent sur les choses que nous avons en commun. Et quand on arrête pour y penser, quand chaque citoyen du Québec arrête un seul instant pour réfléchir sur ce que nous vivons, ce que nous faisons au Québec, sur notre histoire, on en arrive tous à la même conclusion que, peu importe les origines, peu importe l'endroit d'où nous venons, depuis quand on est au Québec, on a beaucoup plus en commun que de choses qui nous séparent. Bien, quand j'ai écrit ma lettre cette semaine, j'ai voulu mettre en lumière cette responsabilité que nous avons de pouvoir jeter un regard sur notre société, un regard qui est inclusif. Je ne vous cacherais pas que j'ai fait un appel aux chefs des partis politiques pour une raison fort simple. Les chefs des partis politiques, et pas juste les chefs des partis politiques, ceux qui sont des décideurs dans notre société, des maires, des commissaires d'écoles, des chefs d'entreprises, ont une responsabilité. On a le choix, nous, de mettre l'accent sur le dénominateur commun le plus bas ou celui qui est le plus haut.

Nous, on est privilégiés, on est des leaders. Les gens nous ont fait confiance, ils nous ont demandé d'administrer les affaires publiques et nous avons en retour une très, très grande responsabilité. C'est à ça que j'ai voulu faire appel. Quand j'ai parlé d'un esprit d'assiégés dans ma lettre, parce que je pense qu'il y en a qui entretiennent ça, vous rappeler qu'on ne peut pas barricader le Québec. On ne peut surtout pas s'isoler du reste du monde, alors que le Québec, c'est un des endroits sur la planète qui dépend le plus des marchés extérieurs, parce qu'on a besoin d'attirer des gens chez nous pour travailler. On a besoin d'attirer des cœurs, des têtes, des cerveaux pour construire notre économie. J'ai voulu, en quelque sorte, dénoncer ceux qui font appel au dénominateur commun le plus bas, alors qu'on doit faire le contraire.

D'ailleurs, pour moi, l'identité québécoise est forte et la langue française se porte bien. Ça ne veut pas dire qu'on tient pour acquise notre langue. D'ailleurs, ça c'est vrai depuis 400 ans et bien avant qu'on ait des lois. Nos parents, de génération en génération, nous ont inculqué cette responsabilité individuelle, collective que nous avons de se battre pour notre langue, notre culture. Et, après 400 ans, bien, cette langue, cette culture, elle a grandi, elle est partout sur la planète. Ce n'est pas de la fragilité, ça, c'est du courage, c'est de la détermination, c'est de la fierté. C'est ça le Québec. Et, pour moi, la meilleure manière de promouvoir notre identité ne sera jamais de chercher à barricader le Québec. Ce sera toujours de chercher à augmenter notre rayonnement. Et c'est pour ça que je travaille. C'est dans cet esprit-là qu'on a voulu la commission Bouchard-Taylor, que tous les partis politiques avaient appuyée au moment où ç'avait été annoncé, en passant, et qui a été largement appuyée par plusieurs médias même à ce moment-là. Pourquoi ? Parce qu'il faut avoir un dialogue. Parce que ça

concerne tout le monde. Et la large majorité, la vaste majorité des gens qui vont témoigner devant la commission Bouchard-Taylor le font d'une manière positive en valorisant justement notre diversité. C'est un message d'ouverture qu'ils nous donnent. Ils valorisent l'immigration, ils reconnaissent la richesse de notre diversité. Alors, au lieu de mettre l'accent sur les cas d'exception, sur ceux et celles qui malheureusement ont une autre vision, encore faut-il être capable de rejoindre ceux et celles qui ne font pas de la surenchère d'intolérance, mais qui, au contraire, voient justement, comme ces enfants, ce que nous avons en commun.

Au Québec, on a toujours été sensible au concept de la protection des minorités. Il y a une raison derrière ça. C'est parce que nous sommes nous-mêmes minoritaires. La grande question pour l'avenir du Québec sur plusieurs centaines d'années qu'on doit se poser, c'est comment, nous, on veut être traités, justement, surtout en Amérique du Nord, alors qu'on représente quelques pourcentages de la population. Alors, ce n'est pas une question banale pour nous. C'est une question très importante. On a une tradition de générosité, d'ouverture, tout en affirmant les valeurs de la majorité qui compose la société d'accueil. Et ces valeurs-là, je les ai répétées à nouveau au moment où on a annoncé la commission Bouchard-Taylor, c'est l'égalité entre les femmes et les hommes, la laïcité de l'État et la langue française comme langue commune, des valeurs qui sont incontournables. La commission Bouchard-Taylor ne va pas trouver pour nous la solution, en passant, entendons-nous là-dessus. Ils n'ont pas été mandatés pour trouver la solution. Ils ont été mandatés pour nous aider à faire la part des choses sur les questions de droit légal, les questions d'accommodements raisonnables et les enjeux, les grands enjeux qui touchent l'avenir de notre société québécoise. En attendant, on ne va pas rester assis sur nos mains, au contraire. Là où il faut bouger, on va bouger. On a présenté un projet de loi pour renforcer notre charte au moment où on a voulu dire aux Québécois qu'ils avaient le droit à un environnement propre. On peut amender notre charte à l'avenir aussi sur la question de l'égalité entre les femmes et les hommes pour mieux guider les décideurs, les tribunaux face aux demandes d'accommodements reliés aux différences culturelles. Également, nous allons faire en sorte que le droit de vote s'exerce dans la clarté. Un projet de loi va être présenté pour que, au moment du vote, que chaque personne soit obligée de s'identifier. Ça, c'est des mesures qui sont ciblées, modérées, qui affirment nos valeurs communes sans compromettre pour autant l'ouverture aux autres.

L'ouverture aux autres, ça nous permet de justement développer un nouvel espace de prospérité pour le Québec, de faire en sorte que le Québec soit toujours la porte d'entrée de l'Europe en Amérique. C'est pour ça qu'on veut un accord transatlantique avec l'Europe. Et nous allons faire aussi, dans une entente que nous voulons avec la France pour reconnaître les compétences et diplômes, développer un espace qui va nous permettre d'encourager la prospérité. Et tout ça, pour associer le nom Québec à la réussite et à l'ambition. La meilleure manière de promouvoir notre identité, c'est de faire en sorte qu'on soit ouverts, que le mot Québec rime avec succès.

En terminant, cette semaine, je vous rappelle qu'il y a des élections scolaires, que le vote a lieu aujourd'hui et que vous avez un devoir de citoyen. Je vous invite à vous déplacer en très grand nombre pour dire votre choix à ces élections scolaires.

Mesdames et Messieurs, merci beaucoup.

Bon dimanche, à la semaine prochaine!